

La sécurité au travail est sous-estimée en Suisse

PRÉVENTION Le drame de Crans-Montana interroge sur l'inspection du travail. Des spécialistes alertent: la santé et la sécurité sont trop souvent perçues comme un exercice alibi par les entreprises

JULIE EIGENMANN

Le drame de Crans-Montana a mis en lumière une absence de contrôle de la sécurité incendie au bar Le Constellation pendant des années. Mais au-delà de ces inspections spécifiques se pose aussi la question de la sécurité des employées et employés du lieu, alors qu'au moins un videur est décédé. Car qui dit emploi de personnel dit aussi inspection du travail, pour contrôler les dispositifs obligatoires de protection santé et sécurité des collaborateurs. En Suisse, les cantons, la Suva ou le Secrétariat d'Etat à l'économie se répartissent ce travail.

Alors, combien de fois le bar Le Constellation à Crans-Montana a-t-il été contrôlé sur cet aspect depuis 2020? Le Service de protection des travailleurs et des relations du travail du canton du Valais (SPT) a répondu au *Temps* que «l'Inspection cantonale du travail est tenue au secret de fonction sur les dossiers qu'elle traite».

Parmi les données disponibles, le «Rapport annuel 2024» du SPT indique que le Valais compte un taux d'accident de 8,4%, contre 6,2%, en moyenne en Suisse

romande. Et que 10 700 accidents professionnels ont été annoncés en 2023, dont 692 accidents graves.

Au-delà du drame de Crans-Montana et du Valais, plus globalement, Christian Wyssmüller, président de la Société suisse de santé et sécurité au travail (SSST), alertait en mai dernier dans *Le Temps* sur les risques dans un contexte professionnel en Suisse: «La sécurité et la santé au travail sont trop souvent perçues comme un exercice alibi par les entreprises, sans réelle culture de la prévention.»

«Bombe à retardement»

Interrogé aujourd'hui, il persiste et signe: «La majorité des entreprises respectent les normes, mais une part non négligeable d'entre elles ne le font pas, d'autant qu'elles ne craignent pas de sanction, n'ayant jamais vécu de contrôle ou presque. La tendance à la diminution des inspections n'encourage pas à entretenir une culture de la prévention. Alors que toutes ces règles n'ont pas pour but d'être contraignantes, mais bien de protéger les travailleurs et travailleuses. Les dangers dépendent évidemment beaucoup des secteurs d'activité.»



Le nombre d'entreprises en Suisse ayant reçu la visite des organes d'exécution est en baisse ces dernières années: 24 318 en 2022, 23 467 en 2023 et 20 555 en 2024, selon le «Rapport sur l'inspection du travail en 2024» publié par le Seco. (VITRANC/ISTOCKPHOTO/GETTY IMAGES)

Sur Crans-Montana, très attristé, Christian Wyssmüller fait part de ses pensées aux victimes et notamment aux employés du bar. «Personne ne devrait être blessé et encore moins perdre la vie dans le cadre de son travail.»

«Des sociétés m'ont déjà demandé: «Si je ne mets pas ce dispositif de sécurité en place, la sanction va me coûter combien?»»

SANDRA PREVITALI, MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ SUISSE DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL ET DIRECTRICE DE SYNTHEMA

Certaines sociétés assument aussi le fait qu'en cas de contrôle, «si elles ne sont pas aux normes, elles paieront simplement l'amende», avertissait également dans *Le Temps* en mai dernier Sandra Previtali, membre de la SSST et directrice de SYNthema, entreprise de conseil dans le domaine de la sécurité globale et de la protection de la santé. «Des entreprises m'ont déjà demandé: «Si je ne mets pas ce dispositif de sécurité en place, la

sanction va me coûter combien?» développe-t-elle aujourd'hui. D'autres employeurs ne comprennent pas non plus que l'important, ce n'est pas d'avoir un système de sécurité, mais de le mettre en œuvre.»

Sur la question de la protection des employés de Crans-Montana, elle se désolé: «Il faut être prudent, mais les vidéos du drame laissent penser que le personnel n'était pas formé sur les risques existants ni sur la procédure d'alarme et d'évacuation à respecter.» La souffrance des familles concernées est inconcevable, tient-elle à dire aujourd'hui.

Outre ce cas particulier, Sandra Previtali estime qu'il existe aussi un risque de «bombe à retardement» dans le contexte spécifique du tra-

vail. Et ce, en raison de la sous-estimation des questions de sécurité et santé – très souvent le résultat de la non-considération, voire le dénigrement des recommandations des spécialistes, dit-elle – et du manque d'inspecteurs et de contrôles. Elle donne un exemple en lien avec les risques psychosociaux: «Combien de personnes en souffrance au travail mettent fin à leur jour sans que les conditions ne soient remises en question? Bien évidemment, et heureusement, il y a des employeurs très respectueux et engagés, un grand merci à eux! Mais ils sont loin d'être nombreux...» La spécialiste ne cache pas un fort sentiment d'impuissance.

Mais que montrent les statistiques de contrôle? Le «Rapport sur l'inspection du travail en 2024» indique que les entreprises en Suisse ayant reçu la visite des organes d'exécution ces dernières années étaient de 24 318 en 2022, 23 467 en 2023 et 20 555 en 2024. «Il manque du personnel d'inspection, d'autant plus face au nombre d'entreprises qui augmente», estime Christian Wyssmüller.

Interrogé sur ces chiffres, le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) précise que ce rapport est basé sur les

chiffres annoncés par les différents organes d'exécution de la loi sur le travail et de la loi sur l'assurance accidents. «Les contrôles qui y sont relevés se rapportent exclusivement aux champs d'application des deux lois susmentionnées et ne concernent donc pas la clientèle des entreprises concernées.»

Pour ces deux lois, poursuit le Seco, il n'y a pas de fréquence prescrite pour les inspections. «Il appartient aux organes compétents de fixer les priorités en se basant sur les risques et en tenant compte d'éventuelles dénonciations. La fluctuation du nombre total de contrôles, d'une année à l'autre, est difficile à interpréter car il dépend de plusieurs facteurs. En l'absence de norme fixée par la loi, il n'est pas possible de commenter la pertinence du nombre de contrôles, mais il est clair qu'il dépend en grande partie des ressources mises à la disposition des services chargés de l'exécution.»

La fréquence des inspections n'est de toute façon qu'un paramètre parmi d'autres, ajoute le Seco: aussi bien la loi sur le travail que la loi sur l'assurance accidents mettent avant tout l'accent sur la prévention. ■



Zahlreiche Zugezogene packen nach kurzer Zeit wieder ihre Siebensachen. Symbolfoto: Imago

Schweiz ist «kein Eldorado»: Viele Zuwanderer aus der EU sind rasch wieder weg

Mehr Kurzaufenthalter als Dauergäste Die meisten kommen wegen der Jobs – doch wenn Arbeit und Erwartungen nicht passen, ziehen viele EU-Bürger weiter. 40 Prozent halten es nicht einmal zwei Jahre aus.

Adrian Schmid

Der Zustrom reisst nicht ab: Mittlerweile leben hierzulande über 1,6 Millionen EU-Bürger. Sie bilden die grösste Ausländergruppe. Die meisten stammen aus Deutschland, Frankreich, Italien, Portugal oder Spanien. Obwohl ihre Zahl unter dem Strich stetig steigt, zeigt sich jetzt: Viele EU-Zuwanderer halten sich nur kurz in der Schweiz auf.

Gemäss Daten des Bundesamts für Statistik verlassen um die 30'000 Leute aus der EU schon im Jahr ihrer Einwanderung die Schweiz, nach zwei Jahren sind rund 70'000 wieder weg. Besonders deutlich wird die Entwicklung am Beispiel der 173'000 Menschen, die 2015 aus dem EU- und Efta-Raum eingewandert sind. Fast 19 Prozent verliessen das Land noch im Jahr ihrer Ankunft, nach zwei Jahren waren 38 Prozent weg, nach fünf Jahren über die Hälfte. Danach flacht die Kurve ab. Nach zehn Jahren haben 60 Prozent die Schweiz verlassen – über 100'000 Personen.

«Alle, die kommen, brauchen Platz zum Wohnen»

Die Zuwanderung ist hierzulande ein heisses Thema. Die SVP fordert mit ihrer 10-Millionen-Initiative eine Begrenzung und im Extremfall eine Kündigung der EU-Personenfreizügigkeit. Andererseits fehlen der Schweizer Wirtschaft Fachkräfte. Viele Unternehmen können Personalengpässe nur dank Mitarbeitenden aus der EU schliessen.

Die Zuwanderung aus der EU ist denn auch hauptsächlich durch die Bedürfnisse des Arbeitsmarktes getrieben. 2024 erfolgten gemäss dem Staatssekretariat für Wirtschaft 71 Prozent der Einwanderungen aus dem EU- und Efta-Raum «zum Zweck der Aufnahme einer Erwerbstätigkeit».

Die Wirtschaft streicht die Vorzüge heraus. Die Personenfreizügigkeit sei «sehr flexibel» auf die Bedürfnisse der Wirtschaft und des Arbeitsmarkts ausgerichtet, sagt Patrick Chuard-Keller, Chefökonom beim Arbeitgeberverband. «Wenn Arbeitnehmende und Arbeitgeber nicht matchen, verlassen Zugewanderte die Schweiz relativ rasch

wieder.» Nur wer dauerhaft gebraucht werde, eine Arbeit habe und sich im hiesigen Arbeitsmarkt behaupte, dürfe bleiben. «Die vielen frühen Abgänge zeigen, dass dies nicht einfach ist.»

Das Phänomen, dass viele Zuwanderer rasch wieder gehen, kennen auch die Niederlande. Sie gelten wie die Schweiz als beliebtes Ziel von Migrantinnen und Migranten aus der EU. Nach zwei Jahren sind gemäss Angaben des niederländischen Statistikamts über 40 Prozent der eingewanderten EU- und Efta-Bürger wieder weg, nach fünf Jahren bereits 60 Prozent. Dies zeigt: In der Schweiz bleiben die Zugewanderten tendenziell länger als in den Niederlanden.

In der hiesigen Politik lösen die Zuwanderungszahlen eine Kontroverse aus. «Es spielt keine Rolle, wie viele EU-Bürger die Schweiz nach ein paar Jahren wieder verlassen», sagt SVP-Nationalrat Pascal Schmid. «Alle, die kommen, brauchen Platz zum Wohnen, auf den Strassen, im Zug. Die Zahl der Zuwanderer aus der EU ist viel zu hoch.»

Schmid befürchtet, dass mit den neuen EU-Verträgen noch mehr Leute in der Schweiz bleiben würden. «Grund ist, dass EU-Bürger dann schon nach

fünf Jahren ein Daueraufenthaltsrecht bekommen, das auch bei Sozialhilfeabhängigkeit und Kriminalität praktisch nicht entziehbar ist.» Dies werde die Zuwanderung weiter anheizen und die Schweizer Sozialwerke enorm belasten.

Chuard-Keller vom Arbeitgeberverband kontert: «Dass nach kurzer Zeit viele die Schweiz wieder verlassen, ist ein Fakt, der den Gegnern der Bilateralen III widerspricht, die behaupten, jeder bekomme nach fünf Jahren automatisch ein Daueraufenthaltsrecht.»

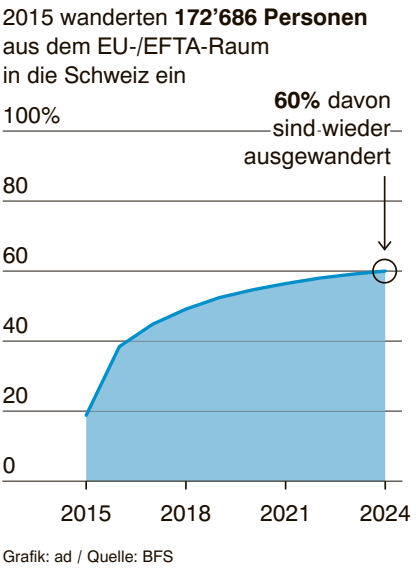
Lebenshaltungskosten und Mieten auf hohem Niveau

«Die SVP betreibt wie immer Stimmungsmache gegen Zugewanderte», sagt Céline Widmer. Die SP-Nationalrätin zeigt sich besorgt, dass viele EU-Bürger die Schweiz nach kurzer Zeit wieder verlassen. «Damit fehlen uns Fachkräfte, die wir dringend benötigen.» Mitte-Nationalrat Nicolò Paganini findet gar: «Wenn EU-Bürger in den Arbeitsmarkt integriert sind, können von mir aus auch 60 Prozent nach zehn Jahren immer noch hier sein.» Die Wirtschaft habe ein Interesse, dass sie möglichst lange bleiben würden.

Doch die Abwanderung ist nicht allein auf die Jobsituation von EU-Bürgern zurückzuführen. «Die Schweiz ist kein Eldorado, das unendlichen Reichtum auf dem Silbertablett serviert», schreibt der Betriebswirtschaftler und Dozent Rödiger Voss in einem Beitrag auf dem Netzwerk LinkedIn. Er ist vor fast zwanzig Jahren aus Deutschland in die Schweiz eingewandert und besitzt mittlerweile das hiesige Bürgerrecht.

Als Fallstrick für Zuwanderer nennt Voss die hohen Lebenshaltungskosten in der Schweiz. Die Mieten und Preise für Lebensmittel, Versicherungen oder Kita-Plätze würden diejenigen in Deutschland übersteigen. Selbst bei höheren Gehältern bleibe am Monatsende oft «weniger übrig». Zudem erschwere die zurückhaltende Art der Schweizer oft die Integration. Und: Selbst Deutsche würden sich in Anbetracht von Stau, Wohnungsnot sowie kulturellen Veränderungen «im überfüllten Paradies unwohl fühlen».

Nach zehn Jahren lebt noch weniger als die Hälfte hier



La hausse du chômage reste contenue

ACTIVITÉ En Suisse, le taux de personnes sans emploi est passé de 2,9 à 3,1% de novembre à décembre. Vendredi devant la presse, le Seco s'est montré cependant plutôt optimiste sur les perspectives 2026. Tout en attestant que les réalités divergent d'une région à l'autre

JULIE EIGENMANN

Faut-il s'inquiéter pour le marché du travail suisse? En décembre 2025, le taux de chômage a augmenté de 0,2 point de pourcentage par rapport au mois précédent, pour atteindre 3,1%, selon les chiffres du Secrétariat d'Etat à l'économie publiés vendredi. Lesquels, pour rappel, ne rendent compte que du nombre de chômeurs inscrits auprès d'un office régional de placement, et non pas du nombre de chômeurs au total.

La hausse observée ces derniers mois semble se poursuivre et les annonces de licenciements ont été nombreuses. Et pourtant: Jérôme Cosandey, directeur de la Direction du travail au Secrétariat d'Etat à l'Economie (Seco), se veut plutôt rassurant, indiquant que pour l'année 2025, le taux de chômage moyen était de 2,8%.

«En mouvement constant»

«Il a certes augmenté depuis 2023, alors que l'économie à la sortie du covid était en boom. Mais on se retrouve assez exactement sur la moyenne de ces vingt-cinq dernières

années», commente-t-il, et ce malgré les tensions géopolitiques vécues en raison des tarifs douaniers américains, «qui ont heureusement rencontré une fin heureuse au mois de novembre dernier». L'effet saisonnier joue aussi un rôle: en hiver, il y a toujours davantage de chômeurs.

Revenant sur la dynamique à l'œuvre, Jérôme Cosandey souligne aussi que le marché est en mouvement constant. En 2025, 336 000 personnes (28 000 par mois) se sont inscrites auprès des ORP et 313 000 (26 100 par mois) se sont au contraire désinscrites. Les entrées dépassant légèrement les sorties, le taux moyen est de 214 100 personnes en recherche d'emploi.

Les plus de 50 ans et l'Arc jurassien à la peine

Au niveau du chômage partiel – dispositif qui a pour objectif d'éviter le licenciement des employés à la suite d'une interruption de travail brève mais inévitable – en moyenne 34 000 personnes par mois sont annoncées à titre préventif, mais seulement environ la moitié y ont effectivement recours, note Jérôme Cosandey. Selon les données de fin décembre 2025, la réduction de l'horaire de travail a touché 107 85 personnes en septembre 2025, soit 25,5% de plus qu'en août 2025 après une période de saisie de trois mois.

Se retrouver au chômage, ce n'est pas nouveau, a des implications différentes selon l'âge. Ainsi, en 2025, le total des chômeurs restait 6,2 mois

sans emploi en moyenne et 4,3 mois si l'on considère la médiane. Alors que pour les 50-64 ans, il s'agit de 8 mois (moyenne) et 5,7 mois (médiane).

Interrogé sur la situation de l'Arc jurassien en particulier, Jérôme Cosandey atteste que la région est fortement dépendante de l'industrie des métaux, de l'électronique, des machines, et surtout de l'industrie horlogère. «Ces branches sont particulièrement touchées par les chamboulements géopolitiques, avec notamment une demande en berne du côté de la Chine, un marché pourtant très important pour l'horlogerie.» Il évoque aussi l'essor de véhicules électriques, qui nécessitent moins de pièces, ainsi que le poids des droits de douane américains sur ces secteurs, même si la situation a aujourd'hui changé.

Concernant l'Arc jurassien justement, le taux de chômage était en décembre de 5,3% dans le canton du Jura (le taux le plus élevé de Suisse), où environ 8% de la population faisait du chômage partiel. Le pourcentage était de 4,8% sur Neuchâtel et sur Vaud et il est impossible de savoir ce qu'il en est du Jura bernois, dilué dans le taux du canton de Berne (2,3%). Pour une moyenne suisse de 3,1%, donc.

Concernant l'année à venir plus globalement, le Seco table sur un taux de chômage moyen également de 3,1%: un scénario un peu plus optimiste que celui communiqué en octobre. «L'année 2025 s'est mieux déroulée que prévu, explique Jérôme Cosandey, avec l'accord qui a été trouvé avec les Etats-Unis. Par ailleurs, le franc fort reste un défi, mais la situation s'est améliorée.» ■

BILAN

Un déficit pour l'assurance

L'exercice 2024 de l'assurance chômage avec un taux de chômage de 2,4%, inférieur à la moyenne sur le long terme, a permis un excédent de 1,4 milliard de francs. Le fonds de compensation, pour garantir le paiement des prestations en tout temps, était alors monté à 8,2 milliards de francs.

Mais en 2025, avec un taux moyen de 2,8%, les dépenses ont légèrement

dépassé les recettes, entraînant un déficit d'environ 300 millions: le fonds a légèrement diminué. Et en 2026, avec un taux estimé à 3,1%, le déficit sera plus important et le fonds continuera de se réduire.

«Cela ne m'inquiète pas excessivement, a toutefois réagi Jérôme Cosandey. Un déficit n'est jamais agréable, mais nous disposons encore de réserves suffisantes.» ■ J. E.

What happened to all the Saturday jobs?

Teenagers are competing with older applicants while also facing tougher workplace regulations, writes Lucy Warwick-Ching

Financial Times Europe
12 janv. 2026

When 17-year-old A-level student Maizy Clayton started looking for parttime jobs last spring, she hoped to be manning tills or serving coffees within weeks.



But after applying for more than 50 positions in local cafés, restaurants and shops, she has had just three interviews and no job offers. Even the two employers that invited her to do an unpaid trial shift failed to respond afterwards, despite giving positive feedback on the day. “Every phone call, email and message I have sent has been ignored,” she says.

Clayton, who achieved top GCSE results and has good references from her school in Kent, believes her limited availability is holding her back, as she is only able to commit to a couple of shifts per week. “One part-time job I applied for contacted me to say the minimum number of hours I would be required to do in a week was 35, which is not possible for me.”

Her experience is becoming increasingly common across the UK. Teenagers searching for traditional part-time work — a Saturday job or after-school shift — are discovering the entry-level labour market is hard to break into. Employers say they have fewer roles available, older applicants are competing harder for the work and tougher regulations make under-18s more difficult to hire.

Whereas 16- and 17-year-olds once battled against each other for junior roles, employers now report an older pool of applicants applying for the same jobs. This is partly because many graduates are struggling to secure full-time work in a difficult jobs market, so are taking on part-time positions in retail and hospitality while they hunt for permanent roles.

Louise Murphy, senior economist at the Resolution Foundation, says it is becoming much less common for teenagers to have a Saturday job or any kind of paid work while they are in education: “A growing share of young people are entering their twenties having never had experience of the workplace.”

Former health secretary Alan Milburn, who is leading a review into the “lost generation” of almost 1mn “Neets” — young people not in education, employment or training — this month told The Times the decline in Saturday jobs meant people were not prepared for the workplace. His review is aimed at ensuring every young person can “learn how to work”. “Young people don’t necessarily have work experience, and what they have learnt at school isn’t necessarily pertinent for the world of work,” he said. The work and pensions committee of MPs last week announced an inquiry into the causes and effects of young people not in employment.

The shift has serious implications. “For some young people it’s fine. If you’re in full-time study, you might welcome the chance to focus on that,” says Murphy. “But it is more worrying that some teenagers now reach their early twenties with very little or no experience of the world of work and more and more employers are seeking this for entry-level jobs.”

Hiring under-18s involves additional regulatory requirements, which recruiters say is making employers more reluctant to take them on. Health and safety rules, for example, have become more stringent for younger workers over the years. Under-18s cannot work late-night shifts, must take more frequent breaks and are restricted from tasks involving heavy lifting or machinery. Employers must also complete specific risk assessments and, in some cases, provide additional supervision.

“The safeguarding obligations have definitely changed employer behaviour,” Murphy says. “This has been a positive change but it has also meant that hiring a 16-year-old now comes with more expectations, and that adds a burden, especially for smaller employers.” Even for work experience placements, many companies now have safeguarding policies stating under-18s cannot be left alone with individual adults.

The squeeze is not only about competition among job hunters. Employers in retail and hospitality — historically big providers of teenage jobs — have been cutting hours and headcounts. Automation, reduced footfall and cautious consumer spending have thinned out entrylevel roles in these sectors.

These trends are occurring alongside a broader deterioration in the youth labour market. The number of 16- to 24-year-olds who are deemed to be Neets has risen by 195,000 since 2022, to 940,000, according to a Resolution Foundation report published in October. It found that three in five Neets were economically inactive, meaning they are not looking for work, and 28 per cent cited disability or poor health.

Milburn has said the government will find “radical” solutions to get young people back into work, prompting predictions that the minimum wage for them could rise again.

“What's very noticeable about the labour market change over the past year is that the reduction in employment has almost entirely been firms freezing or reducing hiring rather than making people redundant,” says Murphy. “That is bad news for young people because if you're trying to get a foothold into the labour market, it's much more difficult than it was two years ago.”

Retail, hospitality and arts and entertainment, all sectors popular with young people, have fewer jobs now, she adds. “If you're looking for those jobs, it's harder.”

Centralised hiring systems also disadvantage some teenagers, by replacing informal conversations and face-to-face interviews with standardised online processes. “Work has become more process driven and a bit less human,” Murphy says. “Older people, younger people and disabled people can lose out because you can't simply have a conversation about the hours you can do or the flexibility you need.”

With traditional job routes narrowing — and parents cutting children's allowances during the cost of living crisis — teenagers are adapting, creating microbusinesses, turning to resale platforms and inventing new ways to earn. Online platforms such as Vinted, Depop and eBay have become de facto teenage workplaces, where selling preloved clothes can typically generate £50-£150 a month.

Almost two-thirds of the 2,000 children and teenagers surveyed by GoHenry, which provides pre-paid debit cards to young people, planned to launch their own business to make money last summer.

For 12-year-old Rodgean, from the West Midlands, the lack of traditional opportunities led him to sell toys, clothes, shoes and bags on Vinted and at local car boot sales. “I started with a clear goal: to declutter the house,” he says. “We had so much stuff, and I thought, why not sell it?” The family tried a car boot sale, and it worked. “We made money, and we got rid of clutter.”

After a few boot sales — where he played the ukulele “to attract buyers” — he set up a Vinted account and reinvested earnings into making craft items to sell. He estimates he has made about £1,000 since last summer, which he saves, partly in a junior stocks-and-shares Isa. “I'm using my earnings to fund my future — university, a job — and to learn how money works,” he says.

His business has helped with practical money management — budgeting, tracking expenses, understanding the difference between profit and revenue. “It even helps with debate club, because you learn confidence and how to speak to people,” he says.

Louise Hill, founder of GoHenry, says stories like his illustrate a wider shift. “With part-time jobs harder to come by, kids are getting creative and building their own businesses from their bedrooms at an early age.”

But many still want the structure, social skills and independence that come with a first job. For Clayton, the difficulty is breaking in at all. “By never having had a job, I have limited experience and the majority of positions I am looking to apply for require experience in the desired industry,” she says.



Der dritte Lebensabschnitt ist für viele kein Zuckerschlecken. Reicht die Rente? Das hängt auch von der Pensionskasse ab. Foto: Getty Images

Armin Müller

Der Skandal um Daniel Gloor, Anlagechef der Pensionskasse BVK, ist längst Geschichte. Für Thorsten Hens, Finanzprofessor an der Universität Zürich, wirkt er bis heute nach – jeden Monat, wenn er seinen Vorsorgeausweis öffnet. Als der Korruptionsfall 2010 die Pensionskasse des Kantons Zürich erschütterte, engagierte sich Hens in der Mitarbeiterkommission der Universität Zürich. Sie machte eine Ausschreibung und stellte den Antrag, zur Sammelstiftung Profond zu wechseln.

Die Gewerkschaft VPOD bekämpfte den Wechsel, und die Universität lehnte ihn schliesslich ab. Heute zieht Hens Bilanz – und sie fällt bitter aus. Wäre die Universität damals zu Profond gewechselt, läge sein Altersguthaben heute fast 20 Prozent höher. Seine Rente wäre sogar um 44 Prozent höher.

Das Schicksal von Hens ist ein Symptom eines Systems, das Stabilität über Ertrag stellt. Während die Finanzmärkte von Rekord zu Rekord eilen, kommt davon bei vielen Versicherten wenig an – und die Neurenten sinken.

«Man wird im Schlaf enteignet»: Warum unsere Renten trotz Börsenboom schrumpfen

Pensionskassen investieren konservativ Unsere Pensionskassengelder werden schlecht verzinst. Der Grund: Stiftungsräte meiden Aktien aus Angst vor Haftung. Dabei könnten Renten bis zu 50 Prozent höher ausfallen.

Kein Wunder, zählt die Altersvorsorge seit Jahren zu den drei grössten Sorgen der Schweizer Bevölkerung, wie das UBS-Sorgenbarometer zeigt. Dabei wird der wichtigste Mechanismus für den Wohlstand im Alter oft übersehen: der Zinseszineffekt.

Experten nennen ihn den «dritten Beitragszahler» – die Rendite, die das Vorsorgekapital am Markt erwirtschaftet. Gemäss einer Umfrage von Raiffeisen Schweiz wissen nur 38 Prozent der Befragten, dass Pensionskassen die Vorsorgegelder investieren und ein grosser Teil der Altersleistungen aus den Erträgen am Finanzmarkt entsteht.

Enorme Unterschiede zwischen Pensionskassen

Seit 2004 stammen rund 40 Prozent des Vermögenswachstums aus den erzielten Renditen. Die Arbeitgeberbeiträge erklären 35 Prozent, die Arbeitnehmerbeiträge 25 Prozent, wie Daten des Vermögensverwalters Swisscanto zeigen.

Der dritte Zahler wird immer wichtiger. Denn wir leben immer länger. Pensionskassen zahlen

Wir werden immer älter – das wirkt sich auf die Altersvorsorge aus.
Foto: Keystone



Fortsetzung Warum die Renten schrumpfen

Neurentnern heute im Schnitt rund 21 Jahre lang eine Rente. Als das Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG) 1985 in Kraft trat, betrug die Lebenserwartung für 65-jährige Männer im Ruhestand nur 15 Jahre. Die Unterschiede zwischen den Pensionskassen sind enorm. So streuten die Renditen gemäss dem Berater PPCmetrics im Jahr 2024 zwischen 0,2 und knapp 14 Prozent. Über ein ganzes Arbeitsleben summieren sich solche Unterschiede zu einem beträchtlichen Vermögen.

Die guten Kassen mussten dafür keine Finanzwunder vollbringen. «Die Hauptursache für diese Unterschiede liegt in der strategischen Ausrichtung, insbesondere in der Höhe der Aktienquote», sagt Francesca Pitsch, Leiterin der Schweizer Pensionskassenstudie bei der Zürcher Kantonalbank. Kassen mit schwacher Performance hätten oft besonders hohe Obligationenanteile.

Obligationen tragen kaum zur Vermögensbildung bei

Schweizer Pensionskassen investieren im Schnitt sehr konservativ. Der Aktienanteil dümpelt seit Jahren um 30 Prozent. Zum Vergleich: Der norwegische Staatsfonds oder der skandinavische Pensionsfonds fahren Aktienquoten von 50 bis 70 Prozent. Dafür halten Schweizer Kassen mehr Obligationen: In den letzten zehn Jahren machten sie im Schnitt zwischen 33 und 40 Prozent aus.

Obligationen haben jedoch seit Einführung des BVG kaum zur Vermögensbildung beigetragen, wie die Langfriststudie der Genfer Privatbank Pictet zeigt. Während die durchschnittliche, um die Teuerung korrigierte Jahresrendite von Schweizer Aktien seit 1985 bei 7,6 Prozent lag, brachten Schweizer Obligationen nur 2,2 Prozent – und seit 2014 hat man mit ihnen sogar Geld verloren.

Mit Aktien hat sich ein Startkapital inflationsbereinigt in weniger als zehn Jahren verdoppelt, mit Obligationen benötigte man dafür mehr als dreissig Jahre. Mit Obligationen könne man gut schlafen, heisst es. «Aber

man wird im Schlaf enteignet», bringt es der Anlagechef einer Pensionskasse auf den Punkt.

Ende 2024 betrug das Vermögen in der zweiten Säule 1222 Milliarden Franken. Der Hebel der Anlagestrategie ist entsprechend gross: Wären die Pensionskassen in den vergangenen zehn Jahren im Schnitt jedes Jahr nur einen einzigen Prozentpunkt stärker in Aktien und entsprechend weniger in Obligationen investiert gewesen, lägen heute rund 8,4 Milliarden Franken mehr auf den Vorsorgekonten. Damit könnte man dieses Jahr nicht nur die 13., sondern gleich auch noch eine 14. AHV-Rente zahlen. Würde man den Aktienanteil gar auf 50 Prozent erhöhen, wie bei Profond oder den skandinavischen Pensionsfonds, könnte man mit dem Mehrertrag jedes Jahr ein Jahrhundert-Verkehrsprojekt wie die Neat finanzieren.

In der beruflichen Vorsorge hat die Bevorzugung von Stabilität gegenüber Rendite System. Die Mindestverzinsung der Sparguthaben ist gesetzlich vorgegeben. Pensionskassen müssen jederzeit sicherstellen, dass die Renten ausbezahlt werden können. Kritisch wird es, wenn der Deckungsgrad (das Verhältnis von Vermögen zu den zugesagten Leistungen) nach einem Börsen einbruch unter Druck gerät: Liegt eine Unterdeckung vor, drohen Sanierungsmassnahmen – Arbeitnehmer und Arbeitgeber können zur Kasse gebeten werden.

Auch Kassenverwalter bevorzugen Sicherheit

Das wollen Stiftungsräte um jeden Preis vermeiden. Sie haften persönlich für Schäden, die sie fahrlässig verursachen. Arbeitnehmervertreter hielten sich zudem oft zurück, weil sie einen Wissensnachteil hätten, beobachtet Thorsten Hens. Und die Arbeitgeberseite meidet Risiken, weil sich Unternehmen im Sanierungsfall finanziell beteiligen müssten. Auch Kassenverwalter und Berater haben einen starken Anreiz, Sicherheit zu bevorzugen: In der Öffentlichkeit wird jeder Buchverlust skandalisiert – aber entgangene Gewinne bleiben unsichtbar.

Hinzu kommt die Demografie in den Kassen. Solche mit vielen Rentnern sind besonders vorsichtig. Bei älteren Einrichtungen wie der BVK oder der

Bundeskasse Publica gehört etwa die Hälfte des Vermögens bereits den Rentnern. Weil deren Renten gesetzlich geschützt sind und nicht gekürzt werden dürfen, muss ein grösserer Teil des Kapitalstocks «sicher» angelegt werden – die Risikofähigkeit sinkt.

Die Vollkasko-Mentalität der Schweiz ist nicht gratis

«Je mehr Garantien man im System eingebaut hat, desto weniger Rendite ist möglich», sagt Lukas Riesen, Partner und Mitglied der Geschäftsleitung beim Pensionskassenberater PPCmetrics. «Es ist die klassische schweizerische Vollkasko-Mentalität, und die ist halt nicht gratis.»

«Wenn bei Sanierungen auch die Rentner beitragen müssten, würde das die Risikofähigkeit der Kassen erhöhen – zum Nutzen

aller», sagte Stephan Skaanes, Chef von PPCmetrics, im «Echo der Zeit» von Radio SRF. Mehr Risikofähigkeit würde langfristig höhere Renditen ermöglichen – für Aktive wie Rentner. Politisch erscheint das allerdings chancenlos.

Finanzprofessor Hens hält das Sanierungsrisiko dennoch für ein vorgeschobenes Argument. Er dreht die Perspektive um: Das grösste Risiko für einen 30-jährigen sei nicht, dass die Börse nächstes Jahr um 10 Prozent einbreche. Das grösste Risiko sei, mit 65 zu wenig Rente zu bekommen, weil das Kapital dreissig Jahre lang zu schlecht verzinst worden sei.

«Gegen das Sanierungsrisiko gibt es wissenschaftlich fundierte und praktisch erprobte Lösungen», sagt Hens. Eine Pensionskasse könne sich am Markt gegen

einen Absturz absichern, der den Deckungsgrad unter 90 Prozent drückt. Diese Versicherung kostete etwa 1 Prozent Rendite pro Jahr. «Damit lässt sich die Risikofähigkeit erhöhen und so mit einem höheren Aktienanteil deutlich mehr Rendite erwirtschaften.» Bewährt habe sich das etwa bei der Sammelstiftung Vita, deren Leiter der Anlagekommission Hens für viele Jahre war.

Pensionskassen könnten mehr Risiko eingehen

Auch das Argument hoher Rentnerbestände überzeugt ihn nur bedingt. Als Gegenbeispiel nennt er die «Rentenfabrik»: eine 2019 gegründete Sammeleinrichtung ausschliesslich für Rentner, ohne aktive Versicherte. Sie hat beispielsweise die Rentner des kürzlich geschlossenen Warenhauses Jelmoli übernommen. Statt pauschal risikoarm anzulegen, richtet sich die Anlagestrategie strikt nach der verbleibenden Lebenserwartung. Denn selbst 70-Jährige haben noch einen Anlagehorizont von gegen 15 Jahren – und können deshalb einen Aktienanteil tragen.

Die Sicherheitsfixierung kritisiert auch der frühere Wirtschaftsprofessor Andreas Zimmermann. Eine Pensionskasse verfügt über einen deutlich längeren Anlagehorizont als Einzelinvestoren, insbesondere ältere Anleger. Dadurch könnte sie mehr Risiken eingehen und so langfristig höhere Renditen erzielen. Die starke Fokussierung auf den Deckungsgrad verhindert jedoch, dass sie diesen Vorteil voll ausschöpft. «Die kurzfristige Sicherheit wird für die Versicherten zum sicheren Schaden im Rentenalter», sagt Zimmermann.

Er setzt sich mit einer Gruppe von Finanzexperten für Reformen ein, um das «unausgeschöpfte Renditepotenzial» besser zu nutzen. Unter anderem sollten die Versicherten entsprechend ihrer Risikofähigkeit nach Altersgruppen mit unterschiedlichen Anlageportfolios abgedeckt werden. Wie das geht, zeigt der Blick nach Norden. Während es in der Schweiz rund 1285 Vorsorgeeinrichtungen gibt, sind es in Dänemark nur rund 30 Kassen. Sie profitieren entsprechend von Grössenvorteilen.

Dänische Pensionsfonds wie PensionDanmark agieren nicht primär als Risikopuffer, sondern

als Vermögensverwalter. Marktrenditen werden – positiv wie negativ – direkt an die Versicherten weitergegeben.

Dänen haben Aktienquote von über 60 Prozent

Das dänische System mutet den Versicherten Schwankungen zu. Im Krisenjahr 2022 verloren sie auf dem Papier deutlich, während Schweizer Kassen noch eine kleine Verzinsung gewährten. Langfristig aber schlägt Rendite die scheinbare Sicherheit um Längen.

Junge Dänen haben oft Aktienquoten von über 60 Prozent. Erst wenn die Pensionierung näher rückt, wird das Kapital schrittweise in sicherere Anlagen umgeschichtet. Aber selbst für 60-Jährige liegt der Aktienanteil noch bei rund 37 Prozent – also viel höher als der Schweizer Durchschnitt für alle Versicherten, ob jung oder alt. Das Resultat: Die durchschnittliche reale Verzinsung nach Inflation betrug bei PensionDanmark 2015 bis 2024 über 4 Prozent jährlich. In der Schweiz erreichte sie nicht einmal halb so viel. Und dies, obwohl die dänischen Kassen auf ihre Erträge 15 Prozent Steuern abliefern müssen.

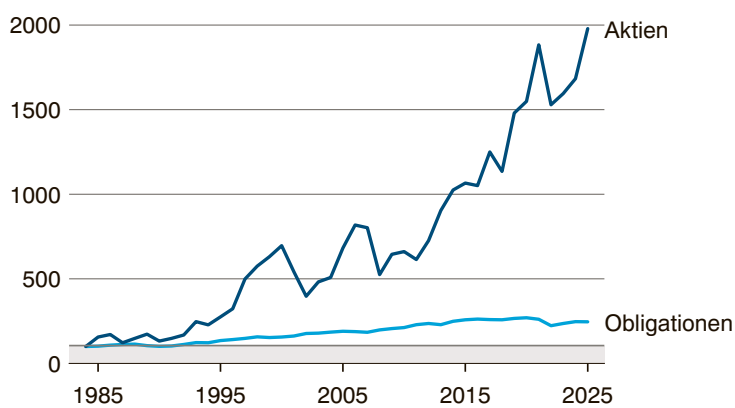
Über ein Arbeitsleben hinweg macht das einen gewaltigen Unterschied. Mit einem Durchschnittslohn resultiert in der Schweizer Durchschnittskasse beim aktuellen Umwandlungssatz von durchschnittlich 5,2 Prozent eine Jahresrente von rund 33'000 Franken. Das sind zwar 22 Prozent mehr als in einer Kasse mit dem gesetzlichen Mindestzinssatz. Aber im dänischen Modell hätte eine Rente von 51'000 Franken resultiert. Das ist ein Unterschied von mehr als 50 Prozent.

Die Schweizer Versicherten stecken in einem Dilemma: Sie lieben das Gefühl, ihr Geld sei «sicher». Doch das wird teuer erkauft – mit verpassten Renditen, die sich später als tiefere Renten rächen. Der dritte Beitragszahler bleibt an kurzer Leine.

Solange wir Sicherheit mit dem Vermeiden von Schwankungen gleichsetzen, werden tiefe Zinsen und Demografie unsere Renten schmälern. Für Thorsten Hens ist das keine abstrakte Debatte: Er sieht jeden Monat in seinem Vorsorgeausweis, was es ihm kostet.

Aktien laufen den Obligationen davon

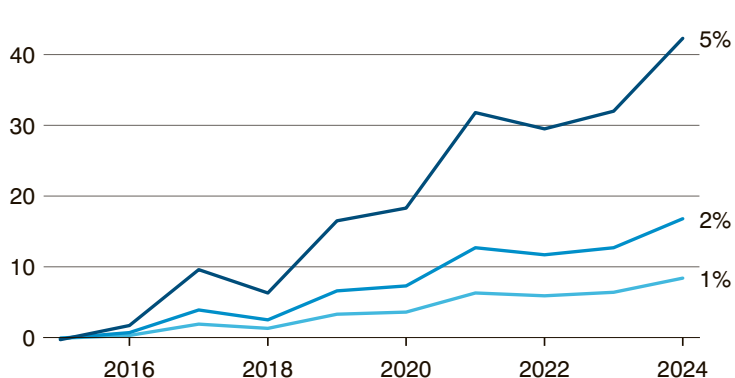
Reale Wertentwicklung von Schweizer Aktien und Obligationen seit Einführung des BVG, indexiert (1984 = 100)



Grafik: arm / Quelle: Pictet Wealth Management

Mehrendite durch leichte Verschiebung von Obligationen auf Aktien

Kumulierte Mehrendite in der 2. Säule in Mrd. Fr., wenn der Aktienanteil um 1, 2 oder 5%-Punkte erhöht und der Obligationenanteil im gleichen Umfang gesenkt wird



Grafik: arm / Quelle: Langzeitreihen von Pictet, eigene Berechnungen

In Basel greift der Staat seinen Bürgern bald direkt in die Lohntüte

Das für die Schweiz revolutionäre Modell soll den Sturz in die Schuldenfalle verhindern – doch es dürfte auch zu Mehreinnahmen führen

DANIEL GERNY

Vielen Leuten bereitet die Steuerforderung Sorgen, weil regelmässig das Geld fehlt. Die Steuerverwaltung von Basel-Stadt beispielsweise leitet Jahr für Jahr weit über 5000 Betreibungen ein. Im Jahr 2019 war in rund 5 Prozent aller ordentlichen Veranlagungen eine Betreibung notwendig, was einem Betrag von 24 Millionen Franken entsprach. Laut Schuldenberatungsstellen sind offene Steuerrechnungen in der Schweiz die am häufigsten vorkommenden Schulden bei Privathaushalten. Seit langem drängen die Stellen deshalb darauf, dass die Steuern automatisch vom Lohn abgezogen und vom Arbeitgeber direkt an die Steuerverwaltung überwiesen werden.

In vielen Ländern ist dies der Fall. In der Schweiz dagegen gilt ein eiserner Grundsatz: Der Staat greift seinen Bürgern nicht direkt in die Lohntüte, sondern stellt anhand der von diesen selbst erstellten Steuererklärungen eine Rechnung. Von diesem Prinzip soll im Kanton Basel-Stadt nun teilweise abgerückt werden: Steuerpflichtigen, die ihren Wohnsitz im Kanton Basel-Stadt haben, soll Geld für die Steuern direkt vom Gehalt abgezogen werden. Das beschloss das Parlament im Herbst. Die Bürgerlichen liefen zwar Sturm gegen diese Idee, doch am Ende unterlagen sie wegen einer einzigen Stimme.

Steuererklärung bleibt nötig

Ob es wirklich zum Direktabzug kommt, ist noch offen: Eine Allianz aus Wirtschaftsverbänden und Bürgerlichen hat das Referendum ergriffen. Nun entscheidet das Basler Stimmvolk – doch die Chancen auf eine Annahme stehen gut.

Für die Steuerpflichtigen soll der direkte Abzug zwar freiwillig bleiben. Sie können sich gegen den Lohnabzug wehren und die Steuern weiterhin nach bisheriger Praxis bezahlen. Für die Arbeitgeber gilt diese Freiwilligkeit jedoch nicht: Machen die Angestellten von der Opt-out-Option keinen Gebrauch, müssen sie den Steuerbetrag von den Löhnen abziehen. Nur Firmen mit weniger als 50 Mitarbeitenden sind vom neuen Modell ausgenommen. Der freiwillige Direktabzug ist zwar nicht identisch mit ausländischen Modellen, bei denen die Steuerschuld tatsächlich per Direktabzug vollständig beglichen wird. Rechtlich gesehen wird in Basel bloss eine Vorauszahlung in



Wird das neue System Tatsache, könnte es vom roten Basler Rathaus auch in andere Kantone ausstrahlen.

SEAN GALLUP / GETTY

Höhe von 10 Prozent des Bruttolohns geleistet. Die Steuerpflichtigen müssen deshalb auch in Zukunft eine Steuererklärung ausfüllen.

Höhere Lebensqualität

Dennoch geht es um einen Systemwechsel, der über eine blosse Detailfrage hinausgeht. Das Modell verhindere, dass Leute betrieben würden und deshalb Schwierigkeiten bei der Wohnungs- und Jobsuche bekämen, argumentieren die Befürworter. Tatsächlich kommt ein verhaltensökonomisches Kurzgutachten des Zürcher Beratungsbüros Fehr Advice zum Schluss: «Mittel- bis langfristig lohnt sich die Einführung eines automatisierten freiwilligen Direktabzugs aus volkswirtschaftlicher Sicht.» In Auftrag gegeben wurde das Gutachten vor 2016, als der Direktabzug der Steuern vom Lohn in Basel bereits einmal diskutiert wurde – jedoch scheiterte. Nun dient es erneut als Argumentarium zugunsten des Modells.

Aufseiten der Steuerzahler verringere sich die Verschuldung und für den Staat entstünden Mehreinnahmen, schreibt Fehr Advice. Der freiwillige Direktabzug vermindere das Risiko für Steuerschulden. Es verkleinere die zeitliche Entkopplung des Einkommens von der Fälligkeit des Steuerbetrages – oder anders ausgedrückt: Die Steuerrechnung werde weniger verdrängt. Das Verfahren reduziere so Konsumanreize, wo eigentlich gar kein Konsum möglich sei. Gerade für Berufseinsteiger oder Personen mit starken Lohnanstiegen sei es von vornherein schwer abzuschätzen, wie hoch die Steuerrechnung ausfalle. Der Direktabzug erhöhe deshalb die Lebensqualität und sei ein kleiner Eingriff, der kaum negative Nebenwirkungen habe, heisst es weiter. Steuern müssten so oder so bezahlt werden: Die Frage sei nur, wie man das am besten und mit wenig Zwang zum Wohle der Allgemeinheit löse. Auch die Arbeitgeber profitierten grundsätzlich von einer tieferen Verschuldung der Arbeit-

nehmer – gehe diese doch mit verminderter Leistungsfähigkeit und häufigeren Ausfällen einher.

Doch es gibt auch gute Gründe dagegen. So sprach sich die baselstädtische Regierung, die sich aus drei Bürgerlichen, drei Sozialdemokraten und einer GLP-Vertreterin zusammensetzt, gegen den Direktabzug aus. Das Modell werde «grundsätzlich als nicht geeignetes Instrument angesehen, um die Schulden aufgrund von unbezahlten Steuern zu reduzieren». Die Wirtschaftsverbände sehen dies ähnlich. Denn einerseits können Personen mit tiefem Lohn, die später gar keine Steuer bezahlen müssten, wegen des automatischen Abzugs in Höhe von 10 Prozent möglicherweise in einen Liquiditätsengpass geraten. Andererseits würden jene Steuerzahler, die chronisch knapp bei Kasse sind, wohl Widerspruch gegen den Direktabzug einlegen. Anwendbar sei das Modell nicht einmal auf sämtliche Angestellte mit Arbeits- und Wohnort in Basel-Stadt, also weniger als die Hälfte der Er-

werbstätigen, sagen die Gegner. Dafür sei der Aufwand für Arbeitnehmer und Steuerbehörden schlicht zu gross.

Auch im Nationalrat ein Thema

Es gibt noch eine weitere Überlegung, die gegen das Modell spricht: Der Staat schiebt sich damit im Vergleich zu privaten Gläubigern in eine günstigere Ausgangslage. Das Bundesrecht verhindert zwar, dass sich Kantone ein echtes Vorrrecht am Lohn einräumen können, denn die Rangordnung der Gläubiger ist bundesrechtlich geregelt. Läuft bereits eine Lohnpfändung, ist ein Lohnabzug für die Steuern zudem nur eingeschränkt möglich, da dies einen Eingriff in das betriebsrechtliche Existenzminimum bedeuten würde. Dennoch entsteht de facto

Für Steuerpflichtige soll der direkte Abzug freiwillig bleiben. Sie können die Steuern weiterhin nach bisheriger Praxis bezahlen.

ein Vorteil: Denn solange noch keine Lohnpfändung läuft, kommt der Staat schneller, verlässlicher und mit weniger Reibungsverlusten an Geld als andere Gläubiger. Das Modell verändert so die Beziehung zwischen Staat und Bürgern.

Wird der Direktabzug in Basel-Stadt Realität, hätte das womöglich Signalwirkung für die Schweiz. In mehreren anderen Kantonen wurde das Basler Modell schon diskutiert, setzte sich bisher aber nirgendwo durch. Auch im Bundesparlament stand eine ähnliche Idee vor zwei Jahren zur Debatte. Eingbracht wurde sie als parlamentarische Initiative von einem SP-Vertreter. Im Nationalrat stiess sie aber bis weit in die Mitte und sogar bei einigen SVP-Mitgliedern auf Anklang, so dass die Initiative zunächst angenommen wurde. Erst im Ständerat kippte die Stimmung – der Vorschlag scheiterte schliesslich klar. Doch die Hoffnungen bei den Befürwortern des Direktabzugs sind gross, dass Basel eine Pionierrolle einnimmt.

Les droits de douane américains restent en sursis

COMMERCE La Cour suprême américaine ne s'est finalement pas prononcée vendredi sur la légalité des taxes mises en place par la Maison-Blanche. Un désaveu pourrait ouvrir la voie à des remboursements

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND

Une décision de la Cour suprême des Etats-Unis sur la légalité des taxes mises en place par la Maison-Blanche lors du «Liberation Day», le 2 avril 2025, était attendue ce vendredi. Mais le tribunal de dernier ressort américain ne s'est finalement pas prononcé. L'organe judiciaire n'a pas communiqué de calendrier, mais il pourrait trancher dans les semaines à venir.

Ce sont les fondements juridiques de cette politique, qui repose sur une loi de 1977 conférant au président des pouvoirs spéciaux en cas de menace extraordinaire pour la sécurité

nationale, qui sont en question. L'International Emergency Economic Powers Act (IEEPA) permet au chef d'Etat américain de prendre des mesures sans l'aval du Congrès.

Lors d'une audience début novembre, certains juges du tribunal de la Cour suprême avaient exprimé des doutes sur la légitimité de Donald Trump à imposer unilatéralement des droits de douane en vertu de cette loi. Fin août, la Cour d'appel fédérale des Etats-Unis avait déjà estimé que le président avait invoqué à tort l'IEEPA.

113 milliards perçus

Ce verdict pourrait avoir des conséquences économiques importantes si les tarifs douaniers devaient être invalidés. Si cette hypothèse devait se confirmer, la Cour suprême devrait également répondre à une autre question: celle du remboursement des droits de douane déjà

perçus. Selon le décompte des autorités américaines, au 14 décembre, les Etats-Unis ont perçu environ 133 milliards de dollars (106 milliards de francs) de droit de douane au titre de ce droit d'urgence.

Une voie intermédiaire

D'après Bloomberg, la Cour suprême pourrait laisser la question des remboursements aux juridictions inférieures. Les importateurs souhaitant une réparation devraient donc intenter une action en justice devant la Cour du commerce international des Etats-Unis, qui est l'instance compétente en la matière. Bloomberg souligne que plus de 1000 entreprises ont déjà engagé des procédures judiciaires contre les droits de douane imposés par Donald Trump. Parmi elles, le groupe américain actif dans la grande distribution Costco ou encore l'entreprise franco-ita-

lienne EssilorLuxottica, spécialiste de la fabrication de verres ophtalmiques.

La décision de la Cour suprême pourrait cependant emprunter une voie intermédiaire. Des analystes de Morgan Stanley cités par la chaîne CNBC estiment que le tribunal pourrait décider de limiter la portée des droits de douane actuels sans pour autant les annuler complètement. Elle pourrait également ne demander qu'un remboursement limité des montants déjà perçus.

Autre point essentiel, les délibérations ne concernent que les droits de douane dits «réciproques» mais pas les taxes douanières spécifiques à certains produits comme celles concernant l'acier en vertu de l'article 232 du Trade Expansion Act de 1962. Ceux-ci sont fondés sur des enquêtes du Ministère du commerce ayant conclu que ces importations constituaient une menace pour la sécurité nationale. ■

USA hebeln die Mindeststeuer aus

US-Konzerne werden von der Mindeststeuer von 15 Prozent ausgenommen. Was die neuen OECD-Regeln für die Schweiz bedeuten.

Doris Kleck

Nun ist es offiziell: Die USA verabschieden sich von der globalen Mindeststeuer von 15 Prozent für Grosskonzerne. Die 145 OECD-Staaten haben sich mit den USA auf neue Regeln verständigt.

Wie sieht die Einigung zwischen der OECD und den USA aus?

Ziel der OECD-Mindestbesteuerung ist, dass alle Firmen ab einem Umsatz von 750 Millionen Euro ihre Gewinne zu mindestens 15 Prozent versteuern. Wird dieser Satz in einem Land unterschritten, können andere Staaten zugreifen und die fehlenden Steuern erheben. Dieser Mechanismus stellt sicher, dass die Staaten einen Anreiz haben, die Mindeststeuer selbst durchzusetzen – weil sie sonst Steuereinnahmen an andere Länder verlieren.

In den Augen von US-Präsident Donald Trump stellt die Mindestbesteuerung einen unzulässigen Eingriff in die Souveränität seines Landes dar. Und er hat sich durchgesetzt: US-Konzerne unterliegen künftig nicht mehr der globalen Mindeststeuer von 15 Prozent. Die OECD akzeptiert das amerikanische Steuersystem als gleichwertig.

Auch die USA kennen eine Art Mindestbesteuerung. Allerdings müssen die Unternehmen global betrachtet einen Mindeststeuersatz erreichen und nicht in jedem einzelnen Land. Experten sind sich einig, dass die neue Regelung US-Konzerne besserstellt und europäische Länder weiter an Wettbewerbsfähigkeit verlieren.

Was bedeutet die Einigung für die Schweiz?

Für die Schweiz ändert sich nicht viel. Die Schweiz erhebt eine nationale Ergänzungssteuer, falls die Steuerbelastung für Grosskonzerne in einem



Die USA werden für Konzerne steuerlich attraktiver, Europa hat das Nachsehen.

Bild: Patrick T. Fallon/Bloomberg

Kanton unter 15 Prozent liegt. Diese nationale Ergänzungssteuer wird auch künftig bei Tochtergesellschaften von US-Firmen in der Schweiz erhoben. In diesem Punkt hat sich die Regierung Trump nicht durchgesetzt. Allerdings kann die Schweiz – wie auch alle anderen Mindeststeuerstaaten – nicht mehr zugreifen, falls ein US-Unternehmen in einem Land nicht zu 15 Prozent besteuert wird.

Nicht tangiert von der Regelung sind Tochtergesellschaften von Schweizer Unternehmen, die in den USA tätig sind. Für sie gilt weiterhin die Mindeststeuer von 15 Prozent.

Wird die Mindeststeuer gestärkt oder geschwächt?

Nach der Ausstiegs-Ankündigung der USA keimte in gewissen Kreisen die Hoffnung auf, dass das System der Mindestbesteuerung implodiert. Denn die

Schweiz hat sich nur widerwillig angeschlossen: Es blieb ihr als Kleinstaat mit international ausgerichteter Wirtschaft keine andere Wahl.

Wie die Einigung zwischen den USA und den übrigen OECD-Staaten zeigt, ist die Mindestbesteuerung nicht tot. Ob sie geschwächt oder gestärkt wird, dazu gibt es verschiedene Sichtweisen.

Einerseits zeigt sich, dass die EU – allen voran Deutschland und Frankreich – sowie Grossbritannien und Australien nach wie vor ein grosses Interesse an der Mindestbesteuerung haben. Diese Staaten haben die Fronten geschlossen und auf einen Kompromiss mit den USA hingewirkt. Die Sonderlösung für die USA führt dazu, dass die US-Regierung nun gut mit der OECD-Mindestbesteuerung leben kann. Sie ist davon nicht mehr stark tangiert und wird sie auch nicht mehr infrage stellen.

Andererseits wird mit dem neuen Regelwerk auch anderen Staaten die Möglichkeit eingeräumt, Ausnahmen von der Mindeststeuer zu erreichen, wie Frank Marty, Steuerexperte bei Economiesuisse, sagt. Darauf haben etwa China und Indien hingewirkt. Sie wollen, dass die Mindeststeuer von 15 Prozent nicht mehr für die inländischen Gewinne ihrer Grosskonzerne gilt. Zwar verlangt die OECD eine mit der Mindeststeuer vergleichbare Steuer. Andere Staaten sollen aber auf keinen Fall zugreifen können, die Gewinne sollen vor einer Strafsteuer geschützt sein. Ob die OECD diese Ausnahmen gewährt, wird sich weisen. Staaten können sich dafür bewerben, wenn sie darlegen können – analog zu den USA –, dass ihr Steuersystem gleichwertig ist.

Frank Marty beobachtet eine Entwicklung Richtung zweigeteilte Welt: in eine mit und eine

ohne OECD-Mindestbesteuerung. Er sagt: «Man kann sich dann schon fragen, ob eine Steuer, die derart selektiv angewandt wird, noch genügend Legitimation hat.»

Gibt es auch eine gute Nachricht für die Schweiz?

Ja, darauf weist SwissHoldings hin, der Verband der multinationalen Unternehmen in der Schweiz. Mit den neuen OECD-Regeln erhalten die Staaten nämlich die Möglichkeit, neue Massnahmen einzuführen, um die Steuerbelastung auf unter 15 Prozent zu senken.

Konkret können Unternehmen Lohnkosten von 5,5 Prozent oder Abschreibungen auf Sachanlagen wie Maschinen künftig vom geschuldeten Steuerbetrag abziehen. Dazu ein Beispiel: Ein Unternehmen muss 15 Prozent Gewinnsteuer abliefern, das entspricht 150 Millionen Franken. Es kann nun aber Lohnkos-

ten von 20 Millionen Franken geltend machen. Das heisst, die Steuerbelastung sinkt auf 130 Millionen Franken und damit unter den Mindeststeuersatz.

Falls die Schweiz, respektive die Kantone, diese neuen Steueranreize einführen, würden jene Unternehmen profitieren, die hier viele gut bezahlte Jobs oder hochwertige Produktionsanlagen haben. Sprich: Unternehmen mit Substanz. Mit der Umsetzung solcher Massnahmen könnte die Schweiz gemäss Martin Hess von SwissHoldings für verschiedene Industriesektoren ihre Standortattraktivität wiederherstellen und gewisse Nachteile des Hochpreislands Schweiz wettmachen.

Keine Lösung sind sie hingegen für jene Kantone, die in den letzten Jahren grosse US-Konzerne angesiedelt haben, die in der Schweiz wenig Personal beschäftigen und hier vor allem ihre Patente verwalten. Das sind zwar sehr einträgliche Steuerzahler – aber eben ohne viel Substanz. Für sie wird die Heimat USA mit der neuen OECD-Regelung sicher wieder zu einer attraktiven Option.

Wie geht es nun weiter?

«Die Wirtschaft hat ein grosses Interesse, dass die Schweiz die Möglichkeiten für diese neuen Steueranreize prüft», sagt Martin Hess. Allerdings hegt er auch Befürchtungen, dass die Prozesse in der Schweiz zu lange dauern. Es braucht nämlich eine Gesetzesänderung – und das benötigt in der Schweiz gut und gerne fünf bis sieben Jahre. Direkte Konkurrenten wie Irland, die Niederlande oder Singapur können solche Änderungen viel rascher umsetzen. Die neuen Steueranreize seien damit nicht nur eine Chance, sondern in zeitlicher Hinsicht auch eine Gefahr für die Schweiz, da die meisten anderen Staaten viel schneller agieren dürften, so Hess.



Eitel Sonnenschein

Die SVP prägt die Agenda nach Belieben und könnte bei den nächsten nationalen Wahlen eine historische Marke überspringen. Was kann sie noch stoppen? **Von Simon Marti**

Der Patriarch ist auch über die Festtage auf Sendung. Zum Jahreswechsel spricht Christoph Blocher in seinem eigenen TV-Format gewohnt weit-schweifend über Weihnachten auf Schloss Rhäzüns, den Krieg in der Ukraine und die heiklen Momente an der Spitze eines Familien-imperiums. «Abgeben ist schwer», gesteht Blocher und erzählt von damals, als er seine EMS-Chemie Knall auf Fall an die Tochter Magdalena übergab, um in den Bundesrat einzuziehen. 2003 war das, und der Zuschauer merkt: Einfach fiel das Blocher nicht. Der Firma hat es nicht geschadet.

Zu demselben Schluss kommt, wer Blochers zweite prosperierende Schöpfung betrachtet: die Neuerfindung der SVP als stramm rechtspopulistische Partei. Hier vollzieht sich der Rückzug des einst allgegenwärtigen Chefs nicht abrupt, vielmehr in Zeitlupe. Noch immer sei der «heilige Geist» spürbar, sagt ein Mitglied der SVP-Bundeshausfraktion. Der erscheine immer dann, wenn die Partei wichtige Fragen verhandle. Auch bei Bundesräten mache er sich bemerkbar, hört man. Im politischen Tagesgeschäft aber hat mit dem breit aufgestellten Parteileitungsausschuss längst ein Gremium die Zügel in der Hand, das ganz gut ohne Leitsprüche aus Herrliberg auskommt.

Anders als viele Beobachter jahrelang geschrieben (und gehofft) haben, droht die SVP in diesem Ablösungsprozess nicht zu implodieren. Im Gegenteil, die Partei tritt vermutlich gerade in die erfolgreichste Phase ihrer Geschichte ein. Realisiert sie bei den nächsten Urnengängen ihr Potenzial aus den Umfragen, knackt sie eine historische Marke: Manche Demoskopen verorten die SVP bei einem

LINDA KÄSBÖHRER



«Die anderen Parteien vor uns hertreiben»: Der SVP-Präsident Marcel Dettling.

nationalen Wähleranteil von 30 Prozent. Seit der Einführung des Proporzwahlrechts hat noch nie eine Partei diese Hürde übersprungen. Sollte dies der SVP gelingen, wird das Land diese Stärke auch zu spüren bekommen. Der Parteipräsident Marcel Dettling ist gerade auf dem Weg ins thurgauische Bad Horn, wo die SVP-Kader stets das politische Jahr einläuten, als er am Telefon Auskunft gibt. «Die Ausgangslage ist gut», sagt er. Nun dürfe die Partei nicht nachlassen, die Leute müssten raus und sich anstrengen, so der Schwyzer.

Das Zentrum erodiert weiter

«Je stärker wir werden, desto mehr gelingt es uns, die anderen Parteien vor uns herzutreiben.» Das klappe in dieser Legislatur schon deutlich besser als früher. Dass bei der Entwicklungshilfe gespart werde oder ein Gegenvorschlag zur Neutralitätsinitiative zur Debatte stehe, seien direkte Folgen des Wachstums der SVP. «Das wäre vor ein paar Jahren noch undenkbar gewesen», sagt der Parteipräsident. Auch bei der «ungebremsten Zuwanderung» erwarte die Bevölkerung endlich

Massnahmen, die auch etwas bewirken würden, so der SVP-Chef. Das werde sich bald zeigen.

Tatsächlich spielt der Kalender der Partei mit dem Sünneli im Logo in die Hände. Vor Jahren angestossene Initiativen kommen eine nach der anderen vors Volk. Bereits im März stimmt die Schweiz über die Halbierung der SRG ab, im Herbst folgt wohl die Neutralitätsinitiative. Parallel diskutiert das Parlament über die neuen EU-Verträge.

Die echte Nagelprobe, auf die Dettling anspielt, dürfte im Sommer anstehen: Die sogenannte «Nachhaltigkeitsinitiative» der SVP will dem Bevölkerungswachstum einen Riegel vorschieben, bevor die Schweiz auf 10 Millionen Einwohner angewachsen ist. Die Personenfreizügigkeit mit der EU – und damit der bilaterale Weg an sich – wäre am Ende.

Europapolitik, Zuwanderung, Neutralität und eine Krise Kulturkampf: Es sind die Kernthemen der Rechtspartei, die das politische Geschehen in der zweiten Hälfte der Legislatur prägen.

«Die SVP versteht es meisterhaft, der politischen Agenda ihren Stempel aufzudrücken. Das beherrscht die Partei wie keine andere.» Das sagt kein Funktionär der SVP, sondern Christian Wasserfallen, freisinniger Nationalrat aus Bern. Mit ihrem lauten Auftreten übertöne die SVP die Widersprüche ihrer Politik, sagt er. Die gebe es nämlich durchaus. Nach einem Ja zur 10-Millionen-Initiative müsste sich die Schweiz aus dem Dublin-System zur Rückführung von Asylbewerbern verabschieden. Das würde das Asylwesen ins Chaos stürzen, ist der Freisinnige überzeugt.

Wer könnte die Taktik der SVP jetzt noch kontern? Wasserfallens FDP wohl eher nicht. «Wenn

es uns Freisinnigen nicht gelingt, über längere Zeit Kurs zu halten, können wir dem nur wenig entgegensetzen», sagt er. «Zu oft haben wir uns von Trends aus dem Konzept bringen lassen, beim Atomausstieg beispielsweise und in der Klimapolitik.» Zwar werde die SVP irgendwann ihren Zenit erreichen, so glaubt Wasserfallen. «Für die Parteien im bürgerlichen Zentrum aber heisst das, dass die Erosion fürs Erste weitergeht.»

Es muss nicht zwangsläufig so kommen. Kein sich abzeichnender Abstimmungserfolg, kein ferner Wahlsieg ist in Stein gemeisselt. Das sagt auch Lukas Golder, Politologe und Co-Leiter des Instituts GfS Bern. «Angenommen, die Stimmbevölkerung halbiert die SRG im März nicht. Dann kann sehr wohl eine Dynamik entstehen, die auch die 10-Millionen-Initiative stoppt.» Bei den nationalen Wahlen nächstes Jahr aber, so räumt Golder ein, dürfe die SVP optimistisch sein. «Rechnet man die kantonalen Wahlen hoch, kann sie die 30-Prozent-Hürde überspringen.»

Möglich, dass die SVP dann einen dritten Sitz in der Landesregierung fordert. «Was das für die Zusammensetzung des Bundesrates heisst, diskutieren wir, wenn die Stimmen ausgezählt sind, und sicher nicht vorher», meint der Parteipräsident Dettling dazu. Doch die Zauberformel stamme aus einer Zeit, als keine Partei stärker als 30 Prozent war. «Ändert sich diese Ausgangslage, wird man das anschauen müssen.» Mit dem Selbstvertrauen steigen bei der SVP auch die Ansprüche.

Unsicherheit als Chance

Zu spüren ist das auch an der Basis. Am vergangenen Donnerstagabend treffen sich die Delegierten der Zürcher SVP in Bauma im Zürcher Oberland. Der Musikverein spielt auf, serviert wird Schinken mit Kartoffelsalat. Während draussen das Dorf im Schneematsch versinkt, steigt in der Halle die Stimmung. Mittendrin: Ueli Maurer. 12 Jahre präsidierte er die SVP Schweiz, 14 Jahre sass er im Bundesrat. Neben Christoph Blocher ist Maurer die zweite prägende Figur des Aufstiegs der SVP zur stärksten Partei der Schweiz. Bis heute ist der Politrentner stets zu haben, wenn irgendwo ein Sälü zu füllen ist. Nun ist Maurer nach Bauma gereist, um die Kandidatinnen und Kandidaten für die kommenden Zürcher Gemeindewahlen zu motivieren. Doch auch sein Blick richtet sich bereits auf die Wahlen 2027.

«Die Leute spüren, dass diese Partei in sehr vielen Fragen recht hat», lässt er die Delegierten wissen. Ob nun in der Europapolitik, bei der Zuwanderung oder dem Militär – die SVP hat es eigentlich immer besser gewusst. «30 Jahre haben wir das gepredigt, 30 Jahre wurden wir blöd hingestellt», sagt Maurer. In einem Umfeld aber, in dem die Verunsicherung gross ist, die Leute nicht mehr recht wüssten, wo oben und unten sei, könne die Partei mit ihrem klaren Kurs Erfolg haben. «Und diese Chance müssen wir nutzen.»

Vielleicht, so hofft man am anderen Ende des Parteienspektrums, stellt sich die SVP selbst ein Bein. «Ich glaube, die SVP hat es übertrieben mit der Zuspitzung, der Ausgrenzung, dem Schwächen der Institutionen», sagt Aline Trede, Fraktionschefin der Grünen im Bundeshaus. Im Parlament sei deren Fraktion wenig an konstruktiver Arbeit interessiert. Kompromisse, Absprachen, das war einmal. «Es kommen keine Lösungsvorschläge», so Trede. Das spüre auch die Bevölkerung, ja, sogar Teile der SVP-Wählerschaft. Viel mehr als eine Hoffnung des politischen Gegners ist das derzeit aber nicht.



L'imposition individuelle vise notamment à en finir avec la discrimination fiscale du mariage. IMAGO/Depositphotos

L'UDC part divisée pour faire face à l'imposition individuelle

Fiscalité des couples Le projet séduit au sein de la section genevoise. À tel point que le parti cantonal a décidé de laisser la liberté de vote pour le scrutin du 8 mars prochain.

Florent Quiquerez

Sur le papier, les choses paraissent simples en vue du scrutin du 8 mars sur l'imposition individuelle. Les partis dits progressistes – PLR, PS, Verts et Vert'libéraux – sont pour. En face, les partis dits conservateurs – Centre et l'UDC – sont contre. De même que les cantons, qui estiment avoir déjà fait leur part pour en finir avec la discrimination fiscale des couples mariés.

Mais ces deux blocs ne sont pas aussi soudés qu'il n'y paraît. Il y a quelques semaines, on apprenait que la section PLR du canton de Zoug défiait son parti en appelant à voter non. Cette fois, c'est dans le camp inverse que vient la fronde interne. Alors que l'UDC Suisse ne veut pas de l'imposition individuelle, sa section genevoise a décidé de laisser la liberté de vote. «Une majorité de nos membres étaient même plutôt favorables au projet», précise même Lionel Dugerdil, président du parti cantonal.

Quels sont donc les arguments qui font que l'UDC genevoise voit les choses différemment du parti suisse? «Le porte-monnaie, répond-il sans hésiter. L'UDC Suisse ne veut pas de ce projet, car il revient à renier la famille traditionnelle, car les couples où seul l'un des deux parents travaille seraient pénalisés.»

Lionel Dugerdil poursuit: «À Genève, il faut toutefois se rendre compte que la vie est devenue tellement chère que ce genre de modèle n'existe quasi plus. Et comme l'imposition individuelle serait plus favorable pour les couples où les deux parents travaillent, nous avons privilégié la question du pouvoir d'achat à celle des valeurs. Ensuite, c'est pour éviter de nous opposer frontalement au parti national que j'ai proposé la liber-

té de vote. Ce que les membres ont accepté.»

Le risque de dire non

L'imposition individuelle est un vieux serpent de mer de la politique fédérale, qui a longtemps échoué avant de réunir une majorité politique l'année passée. Sous la Coupole fédérale, chaque camp avait alors compté ses voix. Et quand on se replonge dans le décompte, on note que si personne à l'UDC n'a dit oui à ce projet, il y a – à côté des 63 non du groupe – trois élus qui n'ont pas participé au scrutin. Dont les deux Genevois: Thomas Bläsi et Céline Amaudruz.



«Nous avons privilégié la question du pouvoir d'achat à celle des valeurs.»

Lionel Dugerdil.
Président de l'UDC Genève

Contactée sur la position de sa section cantonale, Céline Amaudruz admet que cette liberté de vote lui convient. «Ce n'est en aucun cas une défiance vis-à-vis du parti suisse, explique la vice-présidente de l'UDC. Ce dossier n'est ni de droite ni de gauche et ne fait pas partie de l'ADN du parti. Pour moi, c'est uniquement une question de fiscalité. Aujourd'hui, certains couples mariés paient plus d'impôts que les

concubins. Ce n'est pas acceptable: il faut corriger cette fiscalité indue.»

Mais Céline Amaudruz estime qu'avec le scrutin du 8 mars, on est pris entre deux feux. «Si on dit oui à l'imposition individuelle, on se coupe d'autres solutions – comme le «splitting» – qui seraient peut-être plus avantageuses pour les couples. Mais si on dit non, on risque de donner le signal qu'il ne faut rien faire. Je pense donc que c'est à chacun, en fonction de sa situation de vie, de réfléchir à ce qu'il va faire.»

Cette prise de position étonne dans un parti habitué à voter compact. Mais pour Michaël Buffat (UDC/VD), membre de la commission qui a traité ce dossier, cette prise de position genevoise n'est pas «problématique». «Si cette section n'était pas du même avis que le parti suisse sur un des thèmes phares de l'UDC que sont l'Europe, la sécurité, l'asile ou la migration, alors oui, ce serait un problème. Ici, ce n'est pas le cas. L'UDC a différentes sections cantonales, qui ont parfois des sensibilités différentes. Je pense qu'il faut les respecter.»

Les effets sur la fiscalité

Qu'en pense le Centre, lui qui est à la manœuvre du référendum, et qui a sa propre solution pour mettre fin à la discrimination fiscale du mariage? «Qu'il y ait des voix discordantes ne m'étonne pas, réagit le sénateur Charles Juillard (JU), vice-président du parti. Il y en a au PLR, et je ne parle pas ici uniquement de la section zougoise, mais il y en a aussi dans notre camp, comme on le voit avec l'UDC. Au final, je pense qu'elles s'annuleront.»

Pour lui, le fait que les cantons ne veuillent pas du projet, car il entraînerait une bureaucratie supplémentaire, risque de passer au second plan. «La question du porte-monnaie sera détermi-

nante. Chacun regardera l'impact pour son propre cas. Les couples qui penseront gagner avec la réforme la soutiendront; les autres la rejeteront.»

Et c'est précisément sur cela que cherche à jouer le camp des partisans. En août dernier, ils présentaient les effets concrets de la réforme, en se basant sur un tableau du Département fédéral des finances, qui évalue les effets de la réforme sur les différentes catégories de la population.

Si l'imposition individuelle passe, 36% des contribuables ne verront aucune différence dans leur déclaration. Il s'agit essentiellement de ceux qui aujourd'hui déjà ne paient pas d'impôt fédéral direct. Pour les autres, 50% auront une facture plus basse, contre 14% pour qui elle augmentera.

«Le fait que l'UDC Genève ait réussi à dépasser l'aspect idéologique du projet pour regarder les effets concrets de la réforme est à saluer, réagit ainsi Simone de Montmollin (PLR/GE). Croire que l'imposition individuelle mettrait à mal le mariage ou la famille traditionnelle est une erreur. Elle laisse au contraire la possibilité à chacun de choisir son modèle de couple ou de famille, sans que la fiscalité n'impose quoi que ce soit. L'UDC Genève se met selon moi du bon côté de l'histoire.»

Quant à la défiance de la section zougoise du PLR? Elle précise que la direction avait recommandé le oui, admettant que les effets positifs en termes d'égalité et de valeur étaient plus nombreux que la crainte d'une bureaucratie pour les administrations cantonales. «Il semblerait cependant qu'ensuite, les milieux de l'administration fiscale cantonale aient mobilisé en faveur du non.»

À voir dans quel sens penchera la population le 8 mars prochain.

La nouvelle taxe peu appréciée

Véhicules électriques ► La nouvelle taxation des véhicules électriques proposée par le Conseil fédéral pour 2030 a suscité une levée de boucliers. Les partis, l'Association transports et environnement (ATE) et le TCS veulent des modifications ou rejettent le projet. La consultation a pris fin vendredi.

Dans son projet, le gouvernement propose deux alternatives. L'une consiste à imposer le nombre de kilomètres parcourus. Plus le véhicule sera lourd, plus le tarif sera élevé. Le tarif moyen pour une voiture sera de 5,4 centimes/km. L'autre prévoit une taxe sur l'électricité utilisée pour recharger le véhicule. L'impôt, dont le tarif

s'élèvera à 22,8 centimes/kWh indépendamment du genre de véhicule, sera perçu aux stations de recharge. Le projet devra être approuvé par le peuple et les cantons.

Cette nouvelle taxe doit permettre de compenser le manque à gagner que l'émergence des voitures électriques engendre sur l'impôt sur les huiles minérales. Cette taxe alimente les fonds prévus pour l'entretien des routes.

L'UDC rejette en bloc la proposition et s'oppose en particulier à la taxation des automobilistes au profit des finances publiques.

Le PLR propose au Conseil fédéral d'appliquer une solution

transitoire alternative et de travailler à une réforme viable et équitable de la taxation des véhicules électriques à long terme.

Les Vert'libéraux rejettent la taxe. Il appelle plutôt le Conseil fédéral à améliorer les conditions cadres pour faciliter le développement de la mobilité électrique.

De leur côté, les Vert-es saluent l'introduction d'une taxe sur les kilomètres parcourus par les véhicules électriques. Mais cette mesure doit s'inscrire dans une politique climatique cohérente,

L'ATE souhaite qu'une telle taxe entre en vigueur au plus tôt en 2035. Enfin, le TCS demande une approche progressive. **ATS**

Les stratégies de végétalisation essaient

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE Progressivement, les villes adoptent des objectifs de réduction des îlots de chaleur, d'augmentation de la canopée. Des contrats sont passés avec des pépiniéristes. Petit tour d'horizon avec Genève, Lausanne et Montreux

SERGE GUERTCHAKOFF (IMMOBILIER.CH)

Alors qu'on estime que, depuis le début du XXI^e siècle, la température moyenne a augmenté d'environ 2 degrés dans les principales villes de Suisse, il est désormais admis que cette tendance ne va pas s'infléchir prochainement. Dès lors, il convient de trouver des solutions pour limiter l'impact des îlots de chaleur sur la santé des êtres vivants. Il a été prouvé que le degré de canopée urbaine, laquelle correspond à la surface au sol couverte par le feuillage des arbres, aura une influence directe sur l'augmentation de la température.

La ville de Genève dès 2020, suivie un an plus tard par celle de Lausanne et, dans un proche avenir, par Montreux, a adopté une réelle stratégie de végétalisation des centres urbains. La Municipalité de Lausanne ambitionne une couverture totale de 30% de son territoire par la canopée des arbres. Baptisée «Objectif canopée», sa stratégie d'arborisation a été votée en 2021 et prévoit la plantation de 1300 arbres par an, soit 25 000 en tout. «Il faut planter plus et mieux», nous indique Natacha Litzistorf, la municipale chargée notamment de l'Environnement. «Parallèlement, la ville cible les secteurs les plus exposés aux pics de chaleur où végétaliser est plus complexe, mais essentiel pour améliorer de façon significative la qualité de vie et la santé de la population.» Et la magistrate d'ajouter: «Depuis 2021 et le lancement de l'Objectif canopée, 9200 arbres ont été plantés, dépassant de 25% l'objectif initial et portant la canopée lausannoise à 24,3% du territoire urbain alors qu'elle était de 20% en 2012.»

Montreux en pleine réflexion

La ville de Genève possède une pépinière municipale depuis 1972. Elle est située à Certoux (GE) et s'étend sur 4 hectares. Elle a été fortement sollicitée ces dernières années puisque, en juin 2020, le conseil-

ler administratif chargé de l'Environnement, Alfonso Gomez, a décidé de planter trois arbres pour chaque spécimen abattu afin de répondre à l'urgence climatique et au besoin de canopée. Plus de 2500 arbres ont été plantés entre 2021 et 2024. «La majorité venait de la pépinière municipale mais cette dernière ne peut pas répondre à tous les besoins et des arbres sont également achetés auprès de pépinières locales», nous précisent les services compétents.

«Les jeunes végétaux deviennent de plus en plus difficiles à trouver face aux stratégies d'arborisation lancées en Europe»

NICOLAS HASLER, DIRECTEUR DES PÉPINIÈRES GENEVOISES BOCCARD

A l'instar de Montreux, de nombreuses communes ne possèdent pas ou plus de pépinière forestière. «Actuellement, les plants sont obtenus principalement à la pépinière de Genolier, appartenant à la Coopérative La Forestière dont la commune est membre. Une stratégie de végétalisation est en cours d'élaboration. Des données chiffrées (pourcentage de canopée supplémentaire, horizon de temps) seront disponibles dans le courant de l'année 2026. Les objectifs de réduction des îlots de chaleur et d'augmentation des îlots de fraîcheur, de même que les objectifs de désimperméabilisation sont également en cours dans le cadre de l'élaboration de cette même stratégie.»

Le rôle des pépinières

Comment les pépinières privées font-elles face aux attentes des municipalités? «Les jeunes végétaux deviennent de plus en plus difficiles à trouver face aux stratégies d'arborisation lancées dans l'ensemble de l'Europe», nous apprend Nicolas Hasler, directeur des Pépinières genevoises Boccard. «Afin de pouvoir mettre à disposition les plantes les plus adaptées possibles aux futures conditions d'accueil (sols et formes culturelles), l'Office genevois de l'agriculture et de la nature s'est associé avec des collectivités



La Voie verte à Genève. (8 OCTOBRE 2021/EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)

afin de développer des projets ambitieux de pépinières urbaines. C'est dans ce cadre que nous avons été choisis pour le développement de plusieurs pépinières temporaires de proximité, telles que la

Pépinière du Crozet à Vernier (GE) et celle du Rolliet à Plan-les-Ouates (GE) où 900 arbres ont été plantés en prévision des aménagements à venir.» Alors que l'espace du Rolliet est entièrement géré par

les Pépinières Genevoises, celle du Crozet est suivie par les services compétents de la ville de Vernier.

La principale concurrente des Pépinières genevoises, l'entreprise Jacquet, a conclu des contrats de culture (arbres/végétaux mis en production chez des pépiniéristes, avec un objectif précis) avec l'Etat de Genève pour la Voie verte, avec la ville de Carouge ou dernièrement pour le projet Cœur de cité à Meyrin où 250 arbres seront plantés. «Cette formule présente plusieurs avantages: des prix bloqués et donc des coûts économiques maîtrisés et anticipés. Ainsi qu'une flexibilité de la disponibilité des végétaux grâce à une culture de proximité. Nous disposons de 30 hectares dans le canton de Genève», rappelle Aude Jacquet. «Nous publions chaque mois un listing des arbres disponibles en pépinière», ajoute la directrice générale.

Avec sa pépinière laboratoire de la Bourdonnette, la ville de Lausanne peut pour sa part développer la multiplication par graines, «afin de produire de jeunes arbres issus d'écotypes adaptés au climat de demain». Ces jeunes plants y grandissent pendant un cycle de trois à quatre ans. Nous avons ainsi 7000 plantes biberonnées, précise la municipalité. Bref, chaque municipalité mène sa propre stratégie en fonction de ses moyens financiers et de ses priorités pour lutter contre les îlots de chaleur. Un travail qui ne fait que commencer.

Des essences plus ou moins touchées

Avec le réchauffement climatique, les professionnels sont contraints de réfléchir aux essences à replanter. «Si un platane se situe dans un alignement, il sera remplacé par un platane. En outre, la rade a une image directrice à respecter. Ailleurs, il pourrait être remplacé par une autre essence, tout dépend du rendu paysager souhaité et des conditions de plantation», explique Anne Bonvin Bonfanti, conseillère de direction chargée de la communication au Département des finances, de l'environnement et du logement de la ville de Genève.

«Les érables sycomore, les frênes ou encore les hêtres font partie des espèces qui souffrent le plus du changement climatique. A l'inverse, les chênes verts, les pins méditerranéens, les érables à feuilles d'obier ou encore les érables de Montpellier font partie des variétés plantées ces dernières années.» ■

Alarmées par les difficultés de certain-es nouveaux et nouvelles étudiant-es, les hautes écoles spécialisées de Genève ont mis en place des appuis, en mathématique et français notamment

Les HES dispensent des cours d'appui

MARC LALIVE D'EPINAY

Formation ► Mathématique et français sont à nouveau au menu des étudiant-es de première année des hautes écoles spécialisées de Genève (HES).

Est-ce à dire que le niveau scolaire et d'apprentissage des entrant-es en HES a drastiquement baissé? La direction des hautes écoles spécialisées de Genève n'avance pas d'explication. A entendre les professionnel·les de l'éducation et les syndicats d'étudiant-es, en première ligne, l'hypothèse la plus probable se nicherait dans les répercussions de la pandémie de Covid-19 sur l'apprentissage scolaire en particulier. Toujours est-il que les différentes hautes écoles qui composent la HES-SO Genève ont pris le taureau par les cornes et mis en place des mesures pour tenter de faciliter la réussite de leurs étudiant-es, parmi lesquelles des leçons de soutien. «Avec ces cours d'appui, nous voulons leur permettre de débiter leur parcours HES avec un niveau de connaissances adéquat afin que toutes et tous puissent démarrer de manière équitable», explique Aline Yazgi, responsable communication de la HES-SO Genève. Avec la volonté affichée de diminuer le nombre d'abandons «afin que nos hautes écoles puissent pleinement répondre à leur mission de former des jeunes diplômé-es pour répondre aux besoins de la société».

En fonction des besoins

Ces cours d'appui pour les étudiant-es entrant en première année sont «gratuits» et ne sont pas obligatoires, souligne la HES Genève. Chaque haute école du canton développe ses cours en fonction de ses spécificités et de ses besoins. A la Haute Ecole du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève (Hepia), des cours de mathématiques sont dispensés pendant deux semaines, à mi-temps, juste avant la rentrée académique. Plus de 100 per-



Ces cours d'appui pour les étudiant-es entrant en première année sont gratuits et ne sont pas obligatoires. KEYSTONE-PHOTO PRÉTEXTE

sonnes se sont pressées pour assister aux cours au début du semestre dernier. D'autre part, dans le cadre d'un partenariat entre les HES Genève et la Maison des langues de l'université de Genève, des étudiant-es de 2^e et 3^e année ainsi que des assistant-es de l'Hepia peuvent suivre durant l'année des cours d'anglais et d'allemand. «Avec un remboursement partiel sous condition en cas de réussite des examens», explique encore l'institution. Quelque 25 personnes ont semble-t-il profité de cette offre en 2024-2025.

A l'école d'art et de design, la HEAD, des cours d'appui durant la semaine inaugurale sont proposés aux étudiant-es de

L'hypothèse la plus probable se nicherait dans les répercussions de la pandémie de Covid-19 sur l'apprentissage scolaire

première année de Bachelor de communication visuelle et illustration «afin qu'ils puissent se remettre à niveau sur certains logiciels». Depuis septembre 2024, la HEAD propose également des cours d'appui en français dispensés là aussi par la Maison des langues, à raison de deux heures par semaine pour un groupe d'environ 20 personnes.

Du côté de la Haute Ecole de santé (HEdS), des cours d'anatomie ont été organisés «ainsi que des cours dédiés au développement de leurs compétences d'apprentissage». A la Haute Ecole de travail social (HETS), ce sont des cours de français qui sont proposés à une vingtaine d'étudiant-es avec une

aide à la rédaction, une heure par semaine.

Même son de cloche à la Haute Ecole de musique (HEM) qui dispense toute l'année des cours de mise à niveau des compétences pour la formation musicale générale, et de français également, ainsi que des cours de soutien, en complément des cours théoriques.

La Haute Ecole de gestion (HEG) est plus minimaliste. Une matinée est organisée pour revenir si besoin sur les bases de mathématiques et de comptabilité. Cette révision à marche forcée est conclue par un test indicatif «afin que l'étudiant-e puisse se situer». A cela s'ajoute un cours d'organisation pour

gérer son temps, son agenda et «optimiser sa mémoire».

Corpore sano

Voilà pour l'aspect purement scolaire. Après le Covid qui a percuté de plein fouet bon nombre d'étudiant-es, il a paru nécessaire à la HES Genève de se soucier également de la santé de ses ouailles. En octobre 2024, l'institution a donc mis sur pied un Espace santé, «gratuit et confidentiel». Résultat? «Ce lieu dédié à la santé a tout de suite été sollicité, ce qui témoigne de son utilité, souligne la HES. En un an, du 1^{er} octobre 2024 au 30 septembre 2025, il a accueilli 161 étudiant-es et réalisé 339 consultations, dont 80% concernent la santé mentale.»

Evidemment, l'ensemble de ces mesures – cours d'appui et Espace santé – à un coût pour les six HES du canton. Si la direction rechigne à fournir des chiffres, on les trouve dans un document fourni par la direction générale aux député-es de la commission des finances du Grand Conseil, qui se sont penché-es l'année dernière sur le contrat de prestation conclu entre l'Etat et les HES genevoises. On y lit que «le budget consacré à ces cours d'appui très fréquentés correspond à plus de 800 000 francs. A cela s'ajoutent des coûts supplémentaires de coordination et administratifs estimés à 60 000 francs». L'enveloppe allouée en 2026 à ces cours d'appui devrait augmenter. Selon les estimations de la HES Genève, les coûts de ces prestations de mises à niveau sont de 1,3 million. Sans compter le fonctionnement et l'accompagnement du pôle santé, qui «se chiffrent actuellement à environ 200 000 francs par année».

«Au-delà des chiffres et de manière générale, l'investissement est bénéfique pour la HES-SO Genève et la collectivité. Les différentes mesures prises pour accompagner la réussite de nos étudiant-es se traduisent par moins d'abandons et d'échecs, qui représentent des coûts», conclut le service communication de la HES Genève. ■

Mercosur-Vertrag ist für Europa eine Zerreissprobe

Die EU braucht das Abkommen mit den lateinamerikanischen Staaten, doch die Bauern, insbesondere in Frankreich, sind strikt dagegen

DANIEL IMWINKELRIED, BRÜSSEL

Die EU ist knapp an einer Blamage vorbeigeschrammt. Nach langen Diskussionen hat eine Mehrheit der Mitgliedsländer in Brüssel endlich dem Mercosur-Abkommen zugestimmt, einem breit gefassten wirtschaftlichen sowie politischen Vertrag mit den vier lateinamerikanischen Staaten Brasilien, Argentinien, Uruguay und Paraguay.

Ein neuerliches Scheitern der Gespräche hätte die EU geostrategisch in eine schwierige Lage gebracht. Sie läuft Gefahr, zwischen den rivalisierenden Mächten USA und China zerrieben zu werden, und braucht neue Verbündete – die lateinamerikanischen Staaten bieten sich als Partner an. Zumal sich auch diese neu ausrichten müssen. Die USA gängeln die Länder im Süden des Kontinents, aus deren Sicht erlebt der «Yankee-Imperialismus» gerade eine Wende. Höhepunkt dieser Entwicklung war die Festnahme des venezolanischen Machthabers Nicolás Maduro.

Ablehnung von links bis rechts

Das Mercosur-Abkommen hat für die EU aber einen hohen politischen Preis. Sie steht als Organisation da, die politisch tief gespalten ist. Denn Frankreich, Ungarn, Polen, Irland und Österreich haben sich dagegen ausgesprochen.

Sie befürchten, dass die angeblich weniger streng regulierten Landwirte Lateinamerikas den heimischen Bauern schwer zusetzen werden. Erstens ziehen sie beispielsweise Rinder auf riesigen Flächen auf, was ihnen wirtschaft-

lich einen Vorteil verschafft. Zweitens behaupten Europas Bauern, dass in Lateinamerika Pestizide verwendet würden, die in Europa längst verboten seien.

Besonders Frankreich leistet heftigen Widerstand gegen den Vertrag. Politisch ist das für die EU brisant. Immerhin ist Frankreich nach Deutschland das zweitwichtigste Land der EU. Bei einem Schlüsselprojekt wie dem Mercosur-Abkommen müsste ein so bedeutendes Mitglied unbedingt dabei sein.

Aber der Vertrag weckt dort heftige Emotionen zugunsten der Landwirtschaft. Insider behaupten zwar, dass Frankreichs Staatspräsident Emmanuel Macron die Notwendigkeit des Abkommens sehe, politisch könne er ihm aber nicht zustimmen. In Frankreichs Parlament reicht die Ablehnung von rechts bis links. Jordan Bardella, der Chef der Rechtsaus-

sonce, schrieb am Donnerstag auf X, das Abkommen sei ein «Verrat an Frankreichs Bauern». Matthilde Panot, die Fraktionsvorsitzende der linkspopulistischen Vereinigung France insoumise, sagte, Brüssel demütige Frankreich vor der Welt.

In Frankreich ist die Stimmung so aufgeheizt, dass sich nicht einmal Industrieverbände für den Mercosur-Vertrag in die Bresche werfen. Das Land exportiert allerdings auch längst nicht so viele Güter in die Region wie Deutschland, was auch ein Zeichen von industrieller Schwäche ist.

So belaufen sich die Ausfuhren Deutschlands in den Mercosur auf rund 17 Milliarden Dollar, jene Frankreichs erreichen nicht einmal ein Drittel dessen. Kein Wunder, zählt Deutschland zu den grossen Befürwortern des Abkommens – und gerät so in einen Konflikt mit dem traditionellen Partner Frankreich.

Auch die EU-Kommission setzt sich vehement für den von ihr ausgehandelten Vertrag ein. Strategisch möchte sie den Staatenbund nicht nur vom unberechenbaren Verbündeten USA unabhängiger machen. Sie erhofft sich durch engere Beziehungen zu Lateinamerika auch einen besseren Zugang zu Rohstoffen. Das soll die EU etwas aus der fatalen Abhängigkeit Chinas lösen.

Gleichzeitig ist die EU-Kommission ein wenig selber schuld, dass dem Abkommen so viel Widerstand entgegen schlägt. Immer wieder hat sie vollmundig verkündet, dass mit dem Vertrag die «weltweit grösste Freihandelszone mit 700 Millionen Konsumenten» entstehe. Aber das ist eine krasse Übertreibung.

Der Mercosur wird für die Europäer als Handelspartner noch lange relativ unbedeutend bleiben, vor allem im Vergleich mit den USA, China und selbst der Schweiz. Zudem kann von reinem Freihandel keine Rede sein. Erstens sinken die Industriezölle nur langsam, bei Autos etwa über einen Zeitraum von fünfzehn Jahren. Derzeit liegen sie im Mercosur bei 35 Prozent. Zweitens wird die EU nur geringe Mengen lateinamerikanischer Agrargüter zollbegünstigt zulassen, um so die europäischen Bauern zu schützen.

Die Beschränkungen haben den Bauern die Angst vor dem Vertrag jedoch nicht genommen. Die Proteste der Landwirte ebten nicht ab, so dass sich

die EU in dieser Woche gezwungen sah, ihnen weitere Zugeständnisse zu machen. So werden die Bauern Zahlungen aus dem EU-Haushalt rascher als geplant erhalten. Auch wird der Staatenbund Zölle auf Dünger senken. Dessen Preis ist seit 2020 um 60 Prozent gestiegen, was den Bauern Probleme macht.

Ratifizierung steht aus

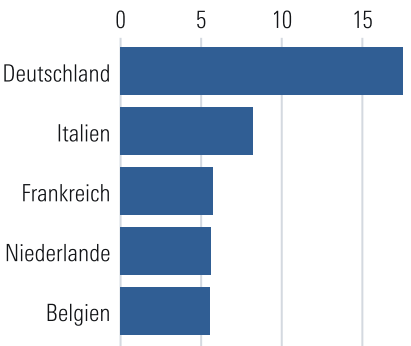
Mit diesen Massnahmen hat sich die EU allerdings erpressbar gemacht. Immerhin strebt sie weitere Handelsverträge an, etwa mit dem Agrarexporteur Australien. Die Zustimmung der Bauern wird wohl abermals teuer erkaufte werden müssen. Die Landwirte werden sich aber an höhere Agrareinfuhren gewöhnen müssen. Das ist der Preis, den die EU bezahlen muss, um sich geostrategisch besser aufzustellen.

In der EU-Kommission ist der Unwille über die Landwirte teilweise gross. Ein Mitarbeiter des Gremiums sagt, man unterstütze die Landwirte grosszügig, irgendwann sei eine Grenze erreicht. Zudem erzielt die EU mit Agrarausfuhren einen Überschuss. Das könnten andere Staaten angesichts der hohen Subventionen, die Europas Bauern erhalten, durchaus als stossend empfinden.

Frankreich ist mit solchen Argumenten aber nicht beizukommen. Der Vertrag sei noch nicht ratifiziert, sagte die Agrarministerin des Landes diese Woche in Brüssel mit drohendem Unterton. Dem Handelsteil des Vertrags müssen allerdings bloss die EU-Parlamentarier zustimmen und nicht die nationalen Parlamente, zu erwarten ist ein Ja.

Deutschland exportiert in den Mercosur viel mehr als Frankreich

Ausfuhren in Milliarden Dollar, 2024

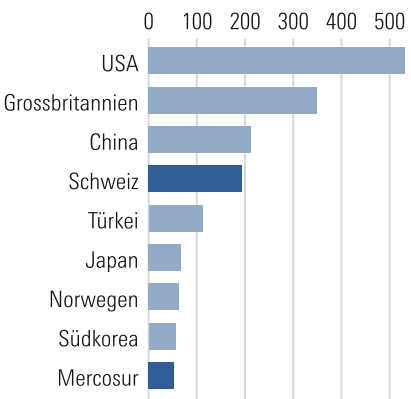


QUELLE: EUROSTAT

NZZ / imr.

Die Schweiz ist der wichtigere Partner als der Mercosur

Exporte der EU-Staaten nach Ländern und Regionen, in Milliarden Euro, 2024



QUELLEN: EU, EUROSTAT

NZZ / imr.